

بالتعاون مع:

مخبر الشراكة والاستثمار في المؤسسات الصغيرة والمتوسطة في الفضاء الأورو مغاربي

الملتقى العلمي الدولي
حول

146



أيام 20-21 أكتوبر 2009

عنوان المداخلة

**SUBPRIMES, CRISE ECONOMIQUE, PAUVRETE
ET REFONDATION DE LA GEOECONOMIQUE MONDIALE**

من إعداد الباحث

Par M.C. AINOUCHE

Professeur.

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Université de Bejaia Algérie

Abstract

*De la grande dépression des années 1930 au siècle dernier, à la crise financière actuelle « millésimée 2007 », (dont la baisse de la croissance et de son corollaire, la baisse de l'activité accompagneront semble t'il l'économie mondiale au moins jusqu'à la fin 2010), en passant par la déchirante période de l'ajustement - rééchelonnement de la décennie 1980, le capital prouve encore une fois qu'il avance toujours par saccades destructrices de l'emploi salarié. Son parcours et son histoire sont en effet jalonnés de crises « cycliques » qui lui permettent tel le phénix, de toujours renaître de ses cendres au détriment du salaire tout en secrétant en invariablement chômage, drames sociaux et pauvreté, compromettant, pour l'heure, d'ors et déjà, selon objectifs du millénaire! Aujourd'hui encore les crises du capitalisme induisent en effet, invariablement des bouleversements d'envergure **mondiale** toujours douloureux pour les classes ouvrières. Ainsi, des patrons et autres dirigeants de grandes entreprises privées, rescapés, de la toute nouvelle crise du capitalisme financier, dopés par des fonds publics providentiels, n'ont rien trouvé de mieux à faire que de s'auto octroyer des bonus faramineux, des plans de stock – options, et autres rémunérations exceptionnelles au détriment des Etats, qui venaient de les renflouer par des fonds publics afin leur permettre de faire face aux conséquences de la crise financière mondiale et de ses effets prévisibles sur l'économie réelle. Il s'agissait en l'espèce, d'aider plus particulièrement les banques à offrir du « crédit à l'économie », afin de permettre aux entreprises de maintenir leurs activités et de sauvegarder ainsi le maximum d'emplois. N'était-ce l'indignation générale, promptement portée sur la voie publique par des petites gens qui ne vivent qu'à la sueur de leur front, nul doute que le scandale aurait perduré. Heureusement, la vigilance des salariés face au comportement de certains dirigeants d'entreprises, des banques et autres établissements financiers, tant aux USA, en Europe, qu'ailleurs dans le monde, a permis via l'indignation générale de remettre les pendules à « l'heure de la crise pour tous » ! Mais, prés d'une année après la révélation du scandale, la « mécanique » encore grippée de la relance du crédit à la consommation, traditionnel moteur de la croissance économique occidentale, n'a pas encore permis d'enclencher sérieusement la dynamique de la reprise. Le drame des licenciements collectifs, très prisé en de telles circonstances par le Grand Capital menace donc sérieusement l'emploi : pas moins de 25 millions d'emplois risquent ainsi de disparaître en 2009 à travers le monde dont 8 à 10 millions, rien qu'en zone OCDE. Le G20, à travers ses deux réunions (Novembre 2008 et Avril 2009) n'a pas vraiment proposé de solutions consensuelles sur le meilleur moyen de résorber la crise, si ce n'est le renflouement du FMI, à hauteur de 1100 Mds de \$ alors même qu'il s'agissait de rediscuter à la lumière de ce « néo krach financier », de la refondation de la géoéconomie mondiale au regard de l'impertinence du consensus de Washington : mieux réguler le capitalisme à travers non pas une autorité monétaire supra nationale mais d'une **monnaie** supra nationale **lestée** par une valeur **tangible**, comme l'**or** par exemple : le retour en quelque sorte au système de l'étalon – change – or d'avant 1971 !*

I/ Aux origines de la crise des Subprimes, une décision à caractère social généreuse :

« Fanny Mae » est une société bancaire américaine à capitaux publics et privés. Elle est créée pour prendre le relais d'une association civile, la « Fédéral National Mortgage Association », mise en place dans le cadre du New Deal, sous le mandat de Théodore Roosevelt en 1938. Son objectif était d'**accorder** et de **garantir** les prêts consentis aux citoyens moyens désireux d'acquérir un bien immobilier. Dans le sillage de la garantie publique, Fanny Mae collectait les hypothèques prises par les sociétés financières et les revendait sous forme de paquets de titres négociables. **Adossés à la garantie de l'Etat fédéral**, ces titres trouvaient facilement des acquéreurs parmi les banques d'investissement, les assureurs, les caisses d'épargne et autres investisseurs intéressés. Ce marché suscita vite de l'engouement. Il prendra davantage de l'ampleur lorsque l'ONU adoptera le 21 décembre

1965, la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (CERD) notamment l'article 5 § E alinéa III, qui incluait **le droit au logement** parmi les droits civils, politiques, sociaux, économiques et culturels des personnes, sans aucune distinction **de race** ! Ce marché suscita dès lors l'engouement, des gens de couleur qui voyaient là une chance pour devenir propriétaire de leur logement et réaliser enfin « le rêve américain ». Le 04 Janvier 1969 la CERD entre en vigueur et passe au statut de traité. Sur le même schéma, R. NIXON, en arrivant à la Maison blanche créa la Federal Home Loan Mortgage Corporation, rebaptisée par la suite « Freddy Mac ». Elle avait là aussi pour objectif, l'élargissement du marché hypothécaire pour faciliter l'accès à la propriété aux citoyens aux conditions de revenus. A son arrivée à la Maison Blanche B. Clinton encouragea le système des crédits peu cher avec la ratification du traité sur l'élimination de toutes les formes de discriminations raciales et encouragea ainsi à travers Fannie Mae et Freddy Mac la facilitation des conditions d'accès à la propriété immobilière par la bonification des taux d'intérêts. Le marché de l'immobilier prit de l'ampleur et continuait à générer des profits « de spéculation » à un rythme croissant. Mais c'était sans compter sur **le retournement du marché** immobilier qui se contracta en **2007**. L'éclatement de la « la bulle immobilière » provoqua une réaction en chaîne de faillites bancaires d'abord liées à l'accumulation d'actifs devenus « toxiques » c'est-à-dire devenus tout simplement invendables. La faillite financière entraîna dès le début **2008** la **récession** de l'économie réelle avec son cortège de fermetures d'entreprises et ses drames sociaux pour cause de chômage ou individuels comme le suicide, vers la fin du mois d'avril **2009** du directeur financier de Freddie Mac.

II/ « Subprimes » ou le mécanisme décortiqué d'une crise financière dégénérative :

Publiés aux USA à la fin du mois d'Avril **2008**, par le professeur **Robert Shiler** de l'Université de Yale aux USA, les chiffres de la crise financière donnaient d'emblée la mesure de ce que seront les conséquences économiques **réelles** de la crise de l'immobilier américain. Ce facteur déclenchant de la crise économique mondiale, l'immobilier américain donc, chutait subitement de **13,6%** sur une année dans **dix villes** américaines parmi les plus importantes. En **Floride** et sur la **Côte Ouest**, le chiffre grimpe à 20%. Selon les experts, c'est de l'inédit depuis la crise de 1929. C'est tout dire ! Les ménages américains dits subprimes (en sous primes), c'est-à-dire ceux qui avaient bénéficié de crédits pour l'achat d'une habitation alors même que leur situation financière ne leur permettait pas d'emprunter. Ils se sont retrouvés incapables d'honorer les échéances des emprunts contractés. Les défaillances pour cause d'insolvabilité atteignent rapidement les **20%** (Shiler). L'expulsion des ménages défaillants, de plus en plus nombreux, entraîne à la **baisse** le prix de l'immobilier. Cette situation s'est aggravée à cause du volume inconsidéré des crédits « subprimes » : la production de crédits bancaires en 2006 et jusqu'au milieu de l'année 2007 « a été massivement orientée vers les clients **les moins solvables** parce que les ménages susceptibles de s'endetter avaient **déjà** souscrits leurs emprunts » (François Lenglet Ed. Perrin 2008). La conversion en **titres négociables** des emprunts contractés par des ménages insolvable ou à la limite de l'insolvabilité, offrait une sorte de sécurité pour les banquiers et autres investisseurs, jusqu'au moment du krach final de 2007 dont les conséquences sont aujourd'hui connues de tous. Les Etats eux-mêmes, victimes de « la fermeture » du crédit éprouvent beaucoup de difficultés pour lever des crédits. L'Italie par exemple, déjà lestée par une lourde dette publique ne trouve plus les mêmes facilités pour emprunter, comme avant la révélation au grand jour de la crise de l'immobilier (François Lenglet, ibid.). Il en va de même pour d'autres pays. C'est le cas par exemple de la Turquie, (pays émergent économiquement dynamique), qui ne trouve plus à emprunter aussi facilement qu'avant 2007 à la révélation au grand jour de la crise de l'immobilier américain. En effet les investisseurs rechignent désormais, à lui prêter, en raison de l'importance de ses déficits extérieurs accumulés avant l'éclatement de la bulle immobilière. Il en va de même aussi pour la Hongrie et pour beaucoup d'autres pays qui éprouvent désormais beaucoup de difficultés pour trouver les financements dont ils ont besoin. Ils sont pour certains d'entre eux, aujourd'hui obligés de relever **leurs taux**

d'intérêts pour éviter la fuite massive des capitaux. Mais si les financements viennent à manquer, c'est aussi parce que les banques **ne prêtent plus**. Or quand les banques ne prêtent plus, c'est **la croissance qui gèle** et c'est l'économie qui entre en récession. (Il y a récession disent les économistes dès lors qu'un pays **réalise** une croissance **négative** sur **deux** trimestres consécutifs au moins). L'étape suivante, c'est la crise économique réelle avec l'engrenage des faillites à répétition des entreprises de production. Or Les faillites des entreprises de production sont **toujours** accompagnées de la libération d'**emplois** et d'un **mécontentement** social, pour cause de chômage. La précarité s'installe, les aides publiques s'épuisent et c'est le cercle de la pauvreté qui s'élargit. Les excès de la période faste de l'emprunt « facile », couvert par la conversion des emprunts en titres négociables **douteux** semblent pour l'heure révolus. Ils font place aux **restructurations** des banques à partir des devenues aujourd'hui nécessaires pour le retour à l'orthodoxie bancaire, via le retour aux règles prudentielles classiques, quelque peu « oubliées » avec l'irruption de **la titrisation** « tous azimuts ». C'est pour n'avoir pas su arrêter à temps la machine à produire du gain facile que le mécanisme des Subprimes s'est emballé. Trop de crédits « sans garanties » nuit au crédit pourrait – on dire aujourd'hui ! Les banquiers, assureurs et autres investisseurs qui avaient trop largement ouvert le champ du crédit immobilier à des emprunteurs n'ayant pas de garanties suffisantes ont produit là, une « innovation surprenante qui a fini par les égratigner très sérieusement. Les Etats, face à l'ampleur des dégâts ont été partout obligés de « mettre la main à la poche » pour renflouer les banques défailtantes et leur permettre ainsi de prêter à nouveau aux entreprises de production. Mais le redémarrage de l'économie par l'usage « immodéré » des fonds publics risque de provoquer un effet d'éviction qui au final, produira de l'inflation pénalisante pour l'activité des entreprises. Nous sommes donc dans le dilemme du « serpent qui se mord la queue » dont l'origine est la spéculation financière ! Faut il interdire **la titrisation** des crédits bancaires ? C'est là une question que pose aujourd'hui à nos consciences la crise des crédits Immobiliers américains, inventée sûrement par des « **Frankenstein de la haute finance mondialisée** ».

III/ L'histoire économique se répète et se ressemble :

De la grande dépression des années 1930 au siècle dernier, à la crise financière actuelle « millésimée 2007 », (dont la baisse de la croissance et de son corollaire, la baisse de l'activité accompagneront de l'avis des experts l'économie mondiale au moins jusqu'à la fin 2010), en passant par la déchirante période de **l'ajustement - rééchelonnement** des la décennie 1980–1990, le capital prouve encore une fois qu'il avance toujours par saccades destructrices de l'emploi **salarié**. Son parcours et son histoire sont en effet jalonnés de crises « cycliques » qui lui permettent tel le phénix, de toujours renaître de ses cendres au détriment du **salair**e tout en secrétant invariablement du chômage, des drames sociaux et de la pauvreté, compromettant ainsi d'ors et déjà pour ce qui est de la crise actuelle, selon tous les analystes, les objectifs du **millénaire!** Aujourd'hui encore les crises du capitalisme « virtuel » - plus personne ne parle d'idéologie n'est ce pas ? – induisent en effet, invariablement des bouleversements d'envergure **mondiale** toujours douloureux pour **les classes ouvrières** surtout dans ce village également virtuel, qu'est devenue malgré elle, notre bonne vieille planète, sur laquelle décidément, on n'aura pas fini de tout voir! Ainsi donc, des patrons et autres dirigeants de grandes entreprises privées, **rescapés**, de la toute nouvelle crise du capitalisme financier, dopés par des fonds publics **providentiels**, n'ont rien trouvé de mieux à faire que de **s'auto octroyer** illico presto, pratiquement en direct à la télévision, des bonus faramineux, des plans de stock-options, rémunérations exceptionnelles et autres gâteries toutes aussi croquantes que choquantes, au nez et à la barbe des Etats, qui venaient de les renflouer si généreusement par des fonds publics afin leur permettre (non de les dilapider) mais de les utiliser pour faire face aux conséquences de la crise financière mondiale et de ses effets **prévisibles** sur l'économie réelle. Il s'agissait en l'espèce, d'aider plus particulièrement les banques à offrir du « **crédit à l'économie** » via les banques afin de permettre aux **entreprises** de maintenir leurs activités et de sauvegarder ainsi le maximum d'emplois et donc autant de salaires à distribuer. Pourtant,

n'était-ce l'indignation générale, promptement portée sur la voie publique par des petites gens qui ne vivaient qu'à la sueur de leur front, nul doute que le scandale aurait perduré. La vigilance des salariés face au comportement des dirigeants des grandes entreprises, banques et autres établissements financiers, tant aux USA qu'ailleurs en Europe a permis via l'indignation générale de remettre les pendules à « **l'heure de la crise pour tous** » ! Quelques exemples non exhaustifs mais édifiants illustrent cet état de fait incompréhensible pour le commun des citoyens, en particulier pour les nouveaux chômeurs qui ne se sentent en rien responsables ni du déclenchement de la crise des subprimes ni de son prolongement à travers la crise économique réelle qui l'a suivie. C'est ainsi que :

1/- Des bonus de l'ordre de **165 millions de dollars**, au bénéfice des dirigeants de la célèbre compagnie d'assurance **American International Group (AIG)**, première entreprise **sauvée** pourtant, de la faillite in extremis (à hauteur de **80%** de son capital), quelque temps plus tôt par de généreuses aides publiques qui auront fait pâlir d'envie les salariés « dégraissés » de l'industrie automobile made in USA (**GM** un des plus prestigieux fleurons de l'industrie automobile fait l'objet d'une attention particulière des plus hautes autorités US afin de trouver la meilleure formule pour sa restructuration pour la sauver de la faillite en même temps que toute la chaîne des activités de sous-traitance liée à ce véritable monument de l'industrie américaine. L'aide publique est venue **très opportunément** (et) sans complexe au secours de l'économie réelle en déconfiture au pays du « néo libéralisme triomphant et sûr de lui » à l'issue de huit années d'une « **bushomania** » républicaine, arrogante et belliqueuse. Tout ceci se passe (par hasard ?) à quelques encablures à peine, des passations de consignes d'avec le très attendu candidat du parti démocrate, sous la gouvernance non moins attendue du « Joker » stylé, et bien nommé **B.Obama**. Le monde entier semble réellement croire au miracle et compte aujourd'hui sur nouveau chef de la Maison Blanche pour que plus aucune **imposture dogmatique** ne puisse priver les honnêtes gens de leurs moyens d'existence. L'économie **vertueuse** enfin possible à l'aube à peine rougeoyant, de ce troisième millénaire, après l'échec maintes fois réitéré de « l'économie du plus fort » ? Pourquoi pas, après tout ? Mais je crois que le monde le Monde devrait attendre avant de jubiler !

2/- Autre exemple, en Europe cette fois, en France, plus particulièrement, sous le management du très présent Président Sarkozy, c'est la Société Générale (présente en Algérie) qui fournit le décor. Un des fleurons du système bancaire français fait là aussi scandale : Sauvée elle aussi, in extremis, de la faillite par la autorités publiques quelques temps seulement avant la révélation de l'énormité des conséquences prévisibles de la crise financière, ces dirigeants se sont fait établir des plans de stocks – options très prometteurs alors même que la banque n'était pas encore tout à fait remise de « l'affaire Jérôme Kerviel » du nom de l'un des traders de la Société, accusé, quelques mois plus tôt de détournements (autour de **5 milliards d'euros**) aggravés de délit d'initié, (non pas avant) mais après avoir réussi, des mois durant, à berner (?) sa hiérarchie : un remake en quelque sorte, de la célèbre affaire Stavisky ! Mais qui a emporté cette fois- ci dans son sillage Daniel Bouton, le charismatique dirigeant de la Société Générale, rattrapé par les nombreux scandales dont la banque qu'il dirigeait depuis 18 ans à été le théâtre !

3/- Troisième exemple, en France toujours, la banque **Natixis**, déficitaire (également présente en Algérie) , a provoqué l'indignation quasi générale d'ici et de là bas, lorsqu'a été révélée la nouvelle de l'offre généreuse de **70 millions d'Euros** sous forme de bonus, apparemment non mérités à **3000** de ses traders et de **20 millions d'euros** aux actionnaires alors même que le titre de la banque réalisait dans le même temps, une contre – performance avérée provoquant la diminution **de 20 fois** sa valeur boursière en deux ans .Sans commentaires !

4/- Quatrième exemple, un peu décalé celui là, par rapport aux trois précédents scénarii, puisqu'il est question d'une escroquerie en bonne et due forme, commise dans le sillage du système boursier de Wall Street mais qui est lui aussi très instructif sur les manières de faire

de certains « joueurs » en bourse (et) qui réussissent, par la supercherie, à devenir milliardaires, en dollars, sans que leurs victimes et précédemment, leurs clients, ne se rendent compte de rien, (depuis 20 ans dit la chronique), jusqu'à l'éclatement de la crise financière. Le procédé utilisé est tellement simple que **Bernard Madoff** a réussi des années durant à soutirer indûment jusqu'à pas moins de **50 milliards** de dollars US à ses clients. Son astuce consistait semble- il à rembourser d'anciens clients avec les dépôts apportés par les nouveaux. Des exemples de ce genre sont nombreux, en particulier depuis l'annonce du plan **Paulson**, du nom du secrétaire au Trésor (dans le gouvernement de Bush – fils) doté seulement, en première mise, de pas moins de **750 milliards** de dollars fournis par le trésor américain à un secrétaire d'Etat en fin de mandat républicain et destinés officiellement à renflouer les banques et autres sociétés d'assurances mises en difficulté, par la crise des Subprimes. Faut-il donc craindre pour les **1100 milliards \$ US**, annoncés à l'issue de la réunion du **G20** qui a eu lieu à le 02 Avril 2009 ? Que faire d'autre en effet devant toute cette agitation confuse ? Faire appel à Keynes bien sûr mais ne serait- ce pas là, l'aveu d'échec d'un système « Reagano-friedmanien » bien pensant, lucratif et qui avait l'air d'avoir définitivement gagné la bataille contre le protectionnisme, notamment depuis l'effondrement, en **1989**, du Mur de Berlin ? Mais le fait d'avoir gagné une bataille a- t- il jamais signifié pour un général qu'il allait (sûrement) gagner la guerre? Assurément non ! D'où la rallonge financière assez conséquente annoncée à l'issue de la réunion du **G20** du 2 Avril 2009 à Londres. C'est que cet élan même contorsionné envers la théorie du célèbre et brillant Lord British ne pouvait paraître, en de telles circonstances, que salutaire au libéralisme dès lors que l'on s'est mit à parler sans rougir comme l'avait fait le très libéral Président français, de **régulation du capitalisme**, au pays du néo libéralisme, alors même que dans le fonds, c'est bien à ce bon vieux **compromis** keynésien qu'on venait de faire **encore une fois** appel sans le nommer évidemment. En réalité, comme hier avec la crise des années **1930**, il s'agit aujourd'hui encore, moins de tirer les conclusions qu'il faut sur les tares du système libéral que de passer ce cap difficile sans trop se poser de questions sur cet « effet domino » qui intervient comme par hasard, quelques semaines à peine avant les passations de consignes entre un pouvoir républicain sortant et son tout jeune remplaçant démocrate. Dans cette affaire des crédits hypothécaires, c'est bien **Milton Friedman**, l'autre héros du capitalisme **circonstanciel** qui est momentanément enterré, en attendant peut être, la prochaine résurrection, encore une fois, cyclique, du « tout libéralisme ». Mais qui peut donc croire encore, aujourd'hui, au pouvoir de **la main invisible** d'**Adam Smith**?

IV/Au bout de la crise financière, la crise économique et ses conséquences douloureuses :

Pour l'heure, à déjà près d'une année de la révélation du scandale financier mondial, la « mécanique » encore grippée de la relance du crédit à **la consommation**, traditionnel moteur de la croissance économique occidentale, n'a pas encore permis d'enclencher sérieusement la dynamique pour la reprise de la croissance. Et pour cause ... les bonus, les plans de stock – options, autres « activités » de faillites clandestines ou encore de licenciements collectifs, très prisées en de telles circonstances par le Grand Capital, pour ne rien perdre de ses privilèges quasi régaliens tout en lui en lui permettant de repartir de plus belle et du bon pied jusqu'à la prochaine crise qui serait là aussi « cyclique ». Pourtant, il faudra bien observer et méditer en même temps très sérieusement, à l'occasion de ce nouveau krach financier « **spéculatif** », la réaction du patronnât dans les efforts qu'il déploie pour en résorber les conséquences, apparemment, à son profit **exclusif**. C'est le cas par exemple de l'histoire insolite rapportée par la télévision française, de ce patron d'usine français, qui aurait été surpris en plein week-end dominical, par des employés à lui, de passage à proximité de leur lieu de travail, en train de démanteler **clandestinement** son outil de production qu'il avait semble- il, déjà vendu à un acquéreur russe. Ce comportement rappelle étrangement, à biens des égards, la crise vécue par nombre d'ouvriers **licenciés** par leurs patrons au début de la décennie 1980, préparant, sans même le savoir, via le couple ultra libéral Reagan–Thatcher, le terrain à « la globalisation » avec ses larges et prometteurs marchés pour un capitalisme « new look »,

trionphant, pour la première fois, entièrement mondialisé. Les « restructurations–licenciements » subis alors, à la hussarde, par les ouvriers à travers le monde entier, parmi lesquels on peut citer à titre d'exemple, le démantèlement en Europe, des sites industriels quasi mythiques de **Liverpool**, haut lieu du syndicalisme britannique ainsi que celui de **Billancourt** en France, siège emblématique de la lutte menée à l'époque, par les syndicats ouvriers de l'industrie automobile française, **Renault** plus particulièrement. L'expérience vécue dans ces lieux historiques et ailleurs dans le monde par des syndicalistes en lutte pour la sauvegarde à la fois de leurs emplois, de leurs rêves et de leurs idéaux pour un meilleur bien être au bénéfice de tous est encore une fois, en passe d'échapper aujourd'hui encore non pas seulement à eux-mêmes mais aussi à leurs propres enfants. A bien y regarder en fait, il y a là aujourd'hui, comme un « remake permanent » de ces crises financières dites « cycliques », qui finissent toujours par déborder la sphère de l'économie réelle provoquant à chaque fois son cortège de chômeurs et de drames sociaux dont le Capital semble se nourrir pour mieux prospérer. Aujourd'hui encore, cette démarche « en sauve qui peut » du patronat confirme les velléités à peine voilées pour le sauvetage du Capital seul, au détriment des droits des salariés en cas de faillite de l'entreprise. Cela se fera sûrement, à travers le **remodelage** rendu nécessaire, des **rentes patronales** bousculées quelque part, par la crise financière. La crise de l'économie réelle, inévitable après la crise des Subprimes touchera d'abord le lot des primo – demandeurs d'emploi, premières victimes de la récession économique. Ils iront s'ajouter inévitablement aux salariés touchés par les plans de restructuration. Au final, la concurrence entre les anciens et les nouveaux demandeurs d'emploi aura pour effet de tirer vers le bas **les moyennes salariales**. La délocalisation complètera la démarche patronale des restructurations des entreprises. Elle permet d'améliorer les rendements à travers :

- 1/ le différentiel des salaires,
- 2/ la docilité du personnel,
- 3/ La maîtrise des langues,
- 4/ Les affinités culturelles.

La crise économique entraînera probablement dans les prochaines années à venir, un vaste mouvement de redéploiement- concentration, sous forme de fusions, absorptions, regroupements et autres formes d'alliances volontaires ou « forcées », pour se préparer à une concurrence qui s'annonce des plus exacerbées, dans tous les secteurs à haute valeur ajoutée comme l'automobile, le secteur de l'informatique ou encore l'aviation et la médecine de pointe en particulier. En effet l'irruption de plus en plus perceptible des pays émergents dans la cour des grands pays industrialisés bouscule « les acquis » traditionnels de l'industrie mécanique et automobile du bloc occidental riche. La faillite de **Chrysler** et sa reprise par un consortium (mené à hauteur de **20%**) par le constructeur italien **Fiat**, après l'autorisation récente délivrée par les autorités judiciaires américaines, préfigurent apparemment d'une nouvelle tendance au regroupement des grandes firmes dans tous les secteurs de l'activité industrielle « **capital intensive** ». Quant aux motivations particulières de la firme automobile italienne, elles procèderaient d'abord de la volonté de pénétrer le marché américain avec ses voitures aux allures sportives comme l'**Alpha Roméo** capable probablement de lui frayer une ouverture sur le marché américain maintenant que la désaffection américaine pour les voitures trop gourmandes en carburant est acceptée à la faveur de la crise financière et surtout de l'arrivée des démocrates aux commandes de l'Etat aux **USA**. La firme italienne espère aussi pourquoi pas, plus tard, de susciter l'engouement des américains pour les petites voitures compte tenu du rapport qualité– prix d'une part, et de la problématique de la sauvegarde de l'environnement qui semble s'imposer de plus en plus, en Amérique même. Mais pour certains analystes la firme turinoise risque « gros » en tentant ainsi de conquérir « ce pays si différent de l'Europe avec des petites voitures auxquelles les américains ne sont pas habitués jusque là ? Mais peut-on réussir à ce stade des enjeux lorsqu'on montre des signes de frilosité au lieu et place de l'audace ? L'alliance **Air France – KLM** conclue il y a quelques mois préfigurait déjà apparemment de cette **nouvelle** tendance au regroupement des grandes

marques de la haute industrie. Il est vrai cependant qu'il faudra un peu plus de recul pour confirmer l'analyse et mieux juger du pourquoi de ces alliances. Par ailleurs parmi les retombées également prévisibles de cette crise, on assistera probablement aussi, dans les toutes prochaines années à un vaste mouvement de **délocalisations** des activités productives à partir des pays développés comme l'UE, vers les «petits pays» issus de l'ancien bloc soviétique et du remodelage l'ex-Yougoslavie dont certains sont adossés pour la circonstance, depuis quelques années déjà à l'UE. C'est le cas par exemple de la **Roumanie**, de l'Estonie, de la Lettonie etc.). Pour d'autres pays qui n'ont pas encore intégré l'UE, le forcing est déjà là. L'UE est ainsi courtisée par des petits pays comme la Macédoine où, c'est carrément à grands renforts publicités, à travers des supports médiatiques lourds, qu'ils tentent de courtiser les investisseurs étrangers (en particulier l'UE) afin qu'ils viennent s'installer sur leur territoire. Pour séduire, ils mettent ainsi en avant les atouts susceptibles de les intéresser. C'est le cas de la **Macédoine**, ce petit pays des Balkans qui tente de séduire les industriels de l'UE en mettant en avant l'attractivité du salaire moyen à **430 Euros** dans le pays, largement « compétitif » en zone Euro pour une main d'œuvre expérimentée. Un statut assumé de zone franche, avec un faible niveau de couverture sociale est aujourd'hui largement attractif pour les entreprises de l'**Europe Occidentale**, elles mêmes contraintes de délocaliser des fragments entiers de leurs activités « labor – intensive ». C'est en effet de cette différence de niveaux de vie, c'est-à-dire, des rémunérations des salaires qui caractérise aujourd'hui l'**Europe des 27**, que viendront **les gains de productivité** susceptibles de restaurer la prospérité dans l'Europe occidentale, autant d'ailleurs que des législations sociales encore « lâches», donc moins coûteuses, dans ces petits pays qui essayent aujourd'hui tant bien que mal, de s'adapter aux nouveaux réflexes de la rationalité des pays libéraux. Un exemple parmi tant d'autres, « **Continental France** » en l'occurrence, qui fabrique des pneus en France, destinés à l'industrie automobile (pour ne citer que ce cas pris sur le vif) est symptomatique des motivations qui sous-tendent le raisonnement patronal face à la crise actuelle. Les anciennes républiques socialistes adossées à l'Occident via l'intégration à l'UE elle-même, aujourd'hui en panne de compétitivité, réellement « menacée » qu'elle est, autant face au dynamisme chinois, un sixième de la population mondiale, **3.280.053 millions \$US en 2007**) que face à tous les autres pays reconnus officiellement comme émergents, Afrique du Sud, le Brésil, Corée du Sud, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, Russie et Turquie. Pour étayer ce propos, il y a des informations de presse qui ont déjà annoncé pour fin **mars 2009**, la destruction de l'ordre **350.000** emplois rien qu'en France, bien avant la confirmation « officielle » de la récession économique due à la crise financière de cette année. Le déficit budgétaire public de la France a quant à lui bondi du simple au double à cause de tous les efforts consentis dans l'urgence, par l'Etat français, pour éviter la faillite des banques menacées par la crise financière en **2008**. Ce déficit qui aurait donc doublé, est devenu d'ailleurs aujourd'hui, l'argument majeur des autorités pour opposer promptement une fin de non recevoir aux revendications des salariés, sortis pourtant en force à plus **d'un million** de manifestants selon les services de police et à plus de **3000.000** selon les organisateurs de la journée de protestation du **19 Mars 2009**. L'exacerbation des égoïsmes de corporation augure de sérieux dérapages susceptibles de dégénérer si des solutions appropriées ne venaient pas rapidement rassurer le monde du travail. Le chômage est en effet, synonyme de pauvreté « du jour au lendemain » pour tous ceux qui perdront leur emploi. Il est donc forcément douloureux et injuste et inacceptable pour les concernés. Certains analystes et commentateurs n'hésitent d'ailleurs plus à parler de plus en plus d'un « climat insurrectionnel » en Europe et plus particulièrement en **France**. Ces manifestants ont d'ailleurs d'autant plus raison de s'inquiéter que les informations qui parviennent par médias interposés, semblent confirmer une récession sévère, imminente et durable, si l'on en croit les rapports des experts. Ainsi, Mr. Klaus Schmidt- Hebbel, le très sérieux directeur de l'**OCDE** qui prévoit un ralentissement de la croissance mondiale à **2%** pour l'année **2009** et qui pourrait regagner **1%** d'ici à **2010**. la **BM** à elle prévoit un recul à **3%** du **PIB** mondial en **2009**. Et pour mieux mesurer l'ampleur des dégâts de la crise financière sur l'économie réelle, voilà qu'une information de presse annonce l'inscription au chômage de plus de **600000** nouveaux travailleurs durant **la semaine**

autour du **11 juin 2009**. Au vu de ce chiffre, il est clair que la reprise économique ne sera pas au rendez-vous de **2009** même si dans le même temps le secteur américain de l'industrie automobile commence à donner semble-il, des signes encourageants de maîtrise de la reconversion du secteur aux énergies propres.

V/ Les déboires de l'économie libérale ou les prémices d'une récession mondiale douloureuse:

A la veille de la seconde réunion du **G20** du 02 Avril 2009, l'économie mondiale offrait des signes évidents d'essoufflement augurant d'une récession **durable** marquée par des chiffres du chômage pour le moins alarmants. Egrenés au rythme des annonces médiatiques quasi quotidiennes, les annonces relatives aux fermetures d'usines, aggravée par la situation des expulsés pour cause de non remboursement des crédits contractés démontrent que la crise économique est bien là et qu'elle sera probablement durable selon les analystes et commentateurs. La crise économique semble donc s'installer pour la durée à travers quasiment le monde entier. Les informations données pratiquement au quotidien par les médias sur le rythme des fermetures d'usines sont des plus mauvaises. Les chiffres du chômage tant aux USA, qu'en Europe notamment, grossissent et confirment l'entrée en récession probablement, durable de ces pays. Les chiffres du chômage annoncés d'un peu partout à travers le monde sont en hausse. Ils ont même dépassé les prévisions des institutions financières internationales comme le FMI. Ainsi, pour le seul cas des Etats-Unis, il est annoncé une augmentation de **663000** chômeurs de plus à la fin mars 2009. Ce qui a eu pour conséquence de pousser à la hausse le taux de chômage au premier trimestre de l'année 2009, à **8,5%** de la population active. Cette nouvelle déjà mauvaise est aggravée par la révélation d'un de taux de croissance **négatif** à (**- 3,8%**), ajoutant du pessimisme à la morosité ambiante. Les conséquences prévisibles des contre-performances de la plus grande puissance économique du monde (qui réalise encore aujourd'hui pas moins de **25%** du PIB de la planète, contre seulement **5%** pour la Chine) fera tout de même craindre que la dynamique puisse bien s'inverser, de l'avis des observateurs, à moyen terme. En effet, l'industrie automobile, un des fleurons de l'économie américaine, dans un passé récent, pourrait être l'indice révélateur de ce renversement de tendance en même temps qu'il serait l'élément révélateur de l'imprévoyance des patrons de l'industrie automobile américaine. Ceux-ci auraient en effet sous estimé ou tout simplement n'auraient pas cru à la nécessité développer, comme en **Europe**, une industrie automobile **clean**, moins gourmande en carburant et plus respectueuse de l'environnement. Malgré les aides publiques importantes dont elle a bénéficié dès le début de la crise, l'industrie automobile américaine aujourd'hui sinistrée, continue de plonger, générant, chômage et pauvreté et entraînant, dans son sillage tout le secteur de la sous-traitance. Aussi, les experts prévoient-ils un ralentissement significatif de l'activité, tout au long de l'année 2009. C'est notamment l'avis de J.C Trichet, porte parole des dix plus grandes Banques Centrales du monde. Son verdict est effet que la reprise de l'activité ne se dessinera pas avant l'année 2010, écartant toutefois l'hypothèse d'une déflation durable pour 2009. En Allemagne, le taux de chômage aurait baissé de **0,4%** au mois de **Mai 2009** ramenant le taux de chômage à **8,2%** contre **8,6%** au mois d'avril. Quant au nombre de demandeurs d'emplois, il se serait établi à environ **3,5 millions** toujours pour ce qui concerne le mois de mai 2009. L'agence allemande pour l'emploi informe toutefois que ces chiffres sont tempérés par cependant le recours des entreprises au chômage partiel. De même, l'agence attire l'attention sur des analystes sur le fait qu'environ **20.000** chômeurs en formation, au mois d'Avril 2009, ont été « sortis » des statistiques parce qu'ils étaient en formation. Le 02 juillet 2009 le taux de chômage avait atteint **9,5%** dans la zone euro.

VI/ Un G20 en deux étapes et des résultats mitigés :

Dans un élan spontané mais en même temps désespéré, face aux dégâts prévisibles de cette nouvelle crise financière « de l'envergure de celle de 1929 » selon les analystes et les commentateurs, le G20, espace de concertation et de surveillance créé en 1999 se réunit tous les ans. Il est animé habituellement par les ministres des finances des pays membres, accompagnés des gouverneurs des Banques Centrales. Le G20 est également ouvert aux institutions de Breton Wood, le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale. Pour l'année 2008, le G20 a tenu sa réunion statutaire normale à Sao Paulo, au Brésil. Elle a été suivie d'une seconde session, exceptionnelle pourrait-on dire, le **15 Novembre 2008** à Washington, décidée par les chefs d'Etat des concernés et dédiée à l'examen de la crise financière afin de tenter d'en circonscrire les effets prévisibles, notamment sur **l'économie réelle**, à travers le monde entier. Les vingt chefs d'Etat et de Gouvernement des vingt « pays » membres, parmi les plus aisés de la planète (entre pays développés et pays émergents), ont ainsi bousculé leurs emplois du temps respectifs pour tenter de s'entendre sur la conduite à tenir face à cette crise financière qui se propage à vive allure, par un effet « boule de neige » atteignant rapidement l'économie réelle avec la récession qui a touché, en cascades, d'abord les USA, en Amérique, puis l'Allemagne en Europe et finalement le Japon en Asie, démontrant d'emblée les liens « nuisibles » de causes à effets « mondiaux » entre la **spéculation financière** débridée des institutions bancaires et la vulnérabilité « **subite** » des économies considérées jusque là comme étant les plus solides de la planète. Dans l'urgence, une réunion des chefs d'Etat et de Gouvernement a eu lieu le 15 novembre 2008 à Washington, sans grands résultats probablement à cause de la proximité des changements induits par l'élection présidentielle survenue aux Etats-Unis pratiquement de façon concomitante, à l'épanchement à l'échelle mondiale de la crise des « Subprimes » contaminant tel un virus et de proche en proche toutes les grandes places financières mondiales. Néanmoins malgré le caractère presque informel de cette seconde réunion, du 15 novembre, quelques principes de base pour la gestion contrôlée « au futur » de la sphère financière mondiale ont été retenus ce jour là par les dirigeants des pays en conclave. C'est ainsi qu'il a été retenu lors du sommet « extraordinaire » du **15 Novembre 2008** à Washington les éléments suivants :

- 1/ L'amélioration de la transparence et des systèmes au niveau de l'IASB (International Accounting Standard Board)
- 2/ Le renforcement du contrôle prudentiel par une révision des normes régissant les agences de notation et par un examen des risques liés aux Credit Default Swap (échanger contre...),
- 3/ Améliorer la gestion du risque en mettant au point de nouveaux modèles et en révisant les modes de rémunérations des traders,
- 4/ Améliorer la supervision des marchés en renforçant la coopération entre les instances nationales et en renforçant la surveillance des grandes sociétés financières internationales,
- 5/ Améliorer la régulation en demandant au FMI et au forum de stabilité financière de formuler des recommandations pour limiter les effets cycliques de la finance,
- 6/ Renforcer la capacité des institutions financières à aider à aider les économies en difficulté.

Même pour une réunion manifestement sans feuille de route ni précise ni coordonnée, les recommandations du G20 pouvaient nous sembler t'il, moyennant cependant, **l'adhésion franche** de tous les acteurs concernés à produire des résultats plus tangibles, susceptibles malgré tout, d'endiguer quelque peu dans l'urgence, les effets prévisibles (et tant redoutés) de cette nouvelle crise de la haute finance internationale qui risque à tout moment de dégénérer en crise économique majeure, incontrôlée et dangereuse pour la stabilité de beaucoup de pays comme le soutiennent nombre d'experts et analystes du monde entier. Ceux-ci parlaient déjà, dès le début, d'une crise mondiale « **sans précédent.** ». Il s'agissait donc durant cette rencontre **urgente**, de mettre en place les éléments nécessaires non seulement pour faire face à cette nouvelle crise dite des « Subprimes » mais aussi plus généralement de tenter de mettre en place les solutions les plus appropriées aux fins d'éviter les crises à répétitions et de plus en plus rapprochées, que le monde de la finance internationale avait eu à connaître

durant ces dernières décennies : (Argentine (1987) et Russie (1998) par exemple), petites secousses qui annonçaient, probablement déjà, le grand séisme de **2007 - 2008** dont l'économie mondiale aura sûrement, du mal à se défaire sans de sérieuses remises en cause du fonctionnement de l'économie mondialisée. C'est d'ailleurs à la suite de cette série de crises « localisées » que le G20 a été mis en place en **1999** pour prévenir les dérapages éventuels de la finance internationale. Le G20 est présenté comme un forum de concertation, animé par les ministres des finances auquel participent également les gouverneurs des Banques Centrales de chacun des pays membres. Le G20 est composé des huit pays du **G8** (Allemagne, France, Grande Bretagne, Italie, Canada, Japon, USA, Russie) auquel s'ajoutent les pays émergents (Afrique du Sud, Arabie Séoudite, Argentine, Australie, Brésil, Chine, Corée du Sud, Inde, Indonésie et Turquie). L'UE, le vingtième membre du G20 est représenté par le Président de la Commission Européenne. Ce qui signifie que des pays qui sont déjà **représentés** dans le **G8** le seront également à travers l'UE. Or à crise mondiale il faut une solution mondiale. Quant au FMI ou la BM, ces Institutions de Breton Wood, nous savons ce qu'a été leur intervention dans les années 1980-1990 à l'époque du processus de **restructuration – rééchelonnement** dont l'effet le plus visible a été non pas d'aider les pays à rembourser leurs dettes sous leurs conseils, mais surtout à déstabiliser **davantage** leurs économies. Ainsi à titre d'exemple, lorsque le gouvernement du Malawi avait, il y a quelques temps réussi grâce à une politique intelligente d'aide publique à la population pour l'aider à se prendre en lui permettant de lutter contre la famine dans laquelle il se débattait, il s'est trouvé de ces voix « expertes » appartenant à l'une de ces deux institutions internationales pour « réprimander » l'Etat Malawi de ce succès avéré et du bien fondé de sa démarche. L'Etat Malawi avait rien moins que réussi dans sa démarche à permettre, (grâce à la distribution de bons d'achat de fertilisants) à la population de se prendre en charge et de parvenir ainsi à l'auto suffisance alimentaire. C'est pourquoi nous pensons que le forum du 02 Janvier 2009 aurait dû être ouvert à tous les peuples du monde étant donné, une fois n'est pas coutume, que les répercussions de cette crise seraient mondiales alors même que sa source, de l'avis de tous les experts, serait très **localisée**. L'éthique autant l'équité auraient voulu que tous les peuples puissent y être invités pour défendre leur point de vue lors des discussions qui intéressent tous les peuples du monde. Cette logique qui veut que ce soit toujours les mêmes qui décident de l'avenir « de tout le monde » est à notre avis, la source de toutes les injustices humaines. La légitimité ne vient pas forcément la richesse des uns face à la pauvreté des autres (le G20 concentre en son sein, entre 85% et 90% de la richesse mondiale) d'autant que l'histoire du monde prouve que la richesse des uns est aujourd'hui bâtie sur **l'accapement** des richesses des autres! En tout état de cause, à l'issue de la seconde réunion qui s'est tenue le 02 Janvier 2009 à Londres, le G20 avait produit trois types de résultats :

1/ Le principe de l'amélioration des ressources financières des deux institutions de Breton Wood qui auront à se partager la bagatelle de **1000 Milliards de \$ US**. Le FMI verra ainsi ses ressources grimper du simple au **triple** si l'on croit les propos du Premier Ministre Britannique tenus durant la conférence de presse qu'il avait animée en marge de cette rencontre. Les fonds supplémentaires ainsi consentis au FMI sont constitués par de l'argent « nouveau » (frais) et des droits de Tirages Spéciaux.

2/ Le FMI sera autorisé à vendre de l'or pour financer l'aide aux pays les plus pauvres.

3/ 250 milliards de \$ US seront consacrés à aider au financement du commerce pour relancer les échanges mondiaux.

4/ Accessoirement les chefs d'Etat ont décidé parallèlement, de nommer désormais « **au mérite** » les dirigeants de ces **deux** institutions.

5/ Tout le monde se souvient de la « croisade » menée par le Président français contre les paradis fiscaux et de son cri pour épingle désormais tous les pays qui servent de refuge à des capitaux **non transparents** c'est-à-dire qui échappent à tout contrôle des administrations fiscales.

Bien qu'il n'y ait pas à notre connaissance de définition **consensuelle** pour désigner ce que serait précisément un paradis fiscal, l'on s'accorde généralement pour dire qu'il s'agit « d'un pays qui applique un régime fiscal dérogatoire tel qu'il conduise à un niveau d'imposition anormalement bas ». Ce qui arrange d'ailleurs plutôt le pays investisseur que le pays qui offre son territoire, en particulier lorsqu'il s'agit des délocalisations d'entreprises. D'autant que certains pays sans être « cachottiers », ne disposent que du moyen de baisser leurs impôts pour espérer attirer des investissements potentiels pour créer des emplois chez eux. Cette vieille pratique ancestrale serait elle devenue subitement un délit ? Certainement non lorsqu'il s'agit pour eux de dynamiser l'activité de production de biens et services. Il en va bien entendu autrement lorsqu'il s'agit de cas avérés de blanchiment d'argent. D'une manière générale donc, il sera considéré comme paradis fiscal le pays ou le territoire qui serait utilisé à dessein pour fuir une ou des obligations fiscales (activités offshore). Depuis la réunion du 02/01/2009, l'OCDE a été chargée de **publier la liste** des pays « qui ne sont pas en conformité avec les règles « mondiales (?) » d'échanges des informations fiscales. C'est sur pression du G20 que les juridictions du Liechtenstein et Andorre ont accepté de s'aligner sur les recommandations de l'OCDE, pour la transmission des informations entre pays, (néanmoins sous conditions est- il précisé). Des listes de différentes couleurs allant de la **liste noire** jusqu'à la liste **gris clair** en passant par la liste **gris foncé**. Pour l'heure même s'il n'y a plus aucun « locataire » sur la première liste (noire), rien ne prouve que le G20 n'a pas « glissé » volontairement sur cette liste noire pour ne pas fâcher davantage de grands pays et qui ont fait du **secret bancaire**, le plus sophistiqué et le plus lucratif des fonds de commerce et qui ne sont pas forcément situés sur une île du Pacifique ou un petit morceau de désert arabe!

6/ Mise en place nouvelles règles de gouvernance des marchés financiers à travers l'encadrement des **hedges funds**, ou fonds spéculatifs qui seront ainsi encadrés par des **superviseurs**.

7/ De nouvelles règles mondiales toucheront également les salaires des traders et les autres formes de rémunérations tels les **bonus**, et autres rémunérations seront également redéfinies.

VII/ Les effets de la crise financière mondiale sur l'économie algérienne :

Comme tous les pays de la communauté internationale, l'Algérie subit les effets de la crise financière mondiale à plusieurs niveaux. Pays pétrolier, l'Algérie semble avoir oublié depuis plus de trois décennies maintenant que **la prospérité** est dans la production des biens et services compétitifs. Les volumes actuels d'importations en tous genres ont fait du pays un immense bazar dont une bonne partie de ce qui se vend aujourd'hui dans nos marchés à travers tout le territoire national n'a aucune utilité « **positive** » particulière pour le développement **futur** de l'économie nationale si ce n'est d'enrichir toute une faune de parasites en cols **blanc et noir**, adossés à l'industrie de « l'import- import ». Or, nombre de produits industriels de qualité auraient pu être valablement fabriqués et commercialisés sans aucun problème, à des prix compétitifs et tant sur le marché local que sur le marché international. Moyennant quelques corrections de forme soutenue par **une idéologie** clairement **énoncée** de passage à l'économie de « la rationalité du marché », le cap difficile de l'héritage économique socialiste aurait pu être dépassé très facilement au profit d'une économie productive et en même compétitive à l'international n'étaient-ce les querelles byzantines qui avaient accouché de faux concepts- alibis comme le fameux et fumeux concept de l' « entreprise non exploiteuse » que certains voulaient substituer en 1982-1983 au concept clair et net de ce que j'appelle « **l'entreprise productrice** de valeurs ajoutées enrichissantes (pour l'ensemble des régions du pays) parce que **localement intégrées** ». Mais le démantèlement malheureux de la géographie agro- industrielle nationale des années 1970 a été fatale à l'économie du pays qui ne sait plus aujourd'hui produire « aux normes », le moindre tournevis. Pourtant, de l'agriculture à l'industrie pétrochimique en passant par les activités de transformations agroalimentaires, les activités du bois, du liège, du cuir, du ciment

et du textile, pour ne citer que les activités localement **intégrées** les plus visibles, léguées par le système de la planification « impérative », et à laquelle la trajectoire de l'économie nationale, mal infléchie en **1982-83**, devrait aujourd'hui revenir dans un système planification plus **indicative** qu'impérative. En ce sens, l'Algérie d'aujourd'hui devrait « accueillir » la crise mondiale comme une bénédiction salutaire qui nous aura ouvert les yeux de la réalité économique mondiale. En économie en effet, ni les dogmes ni **les copiages irréflechis** sur le voisin d'en face ou d'ailleurs ne sauraient tenir lieu de stratégie de développement. Pour réussir en économie, il suffit parfois d'un patriotisme assumé et d'un plan d'action visible et lisible qui mobilise tout un chacun pour sa réalisation. La crise économique internationale aura eu au moins ce mérite d'avoir ouvert les yeux de chacun pour redémarrer une stratégie industrielle avec des objectifs **identifiés** une échéance **planifiée**, un personnel politique **convaincu**, des ingénieurs **confirmés** et un personnel technique de soutien aux compétences avérées. Le soutien **ferme** et **sans équivoque** des autorités locales déconcentrées et décentralisées aux entreprises de productions et au final une coopération avec l'étranger mutuellement avantageuse bien défendue qui fasse clairement dire qu'en Algérie c'est le droit algérien qui prime pour tout ce qui est de la régulation des activités économiques exercées sur l'ensemble du territoire nationale avec obligation pour toute entreprise étrangère exerçant en **Algérie** de transmettre **sur le tas** aux jeunes algériens le **savoir faire** des métiers exercées par elles en Algérie. La coopération sans transmission de **know-how** est contre productive : comme un coup d'épée dans l'eau. Or la coopération d'avec l'étranger n'aura de sens que lorsque l'économie algérienne aura appris à se prendre en charge en dehors du prix du pétrole. Ce qui manifestement pas encore le cas au vu des factures concernant les importations de produits alimentaires et des produits médicamenteux de **2008** au moment de la révélation de la crise mondiale. Elles se sont très fortement alourdies par rapport à l'année précédente comme on peut le constater à la lecture des chiffres ci après, fournis par le service des statistiques des douanes algériennes, rapportés par la presse nationale. L'Algérie importe en moyenne **dix millions de tonnes** de céréales annuellement. Avec une de production annuelle céréalière évaluée à moins de **quarante millions** de quintaux en 2008, elle se place dans la position **très inconfortable** d'importateur **net** de céréales (l'Algérie importe pour en moyenne **06 millions de tonnes** de céréales de toutes natures). Les céréales représentent ainsi bon an, mal an, environ **la moitié** de la facture alimentaire du pays. Le total des importations de notre pays atteint en 2008 le chiffre inquiétant de **39,16 Mds \$** grimant ainsi de **41,71%** par rapport à l'année 2007 (**27,63 Mds \$**). Ces chiffres montrent que la moitié environ des recettes tirées de l'exportation des hydrocarbures par notre pays ont servi à financer les importations de l'année **2008** durant laquelle, les exportations de notre pays ont atteint **78, 23 Mds \$** (en hausse de **30,04%** Les chiffres du tableau1 montrent que la facture alimentaire de l'année 2008 représente à elle seule **10%** du total de ses importations. Pour ce qui est des exportations hors hydrocarbures, l'Algérie a généré en 2008, à peine **1,89 Mds \$**, montant en hausse de 42,12% par rapport à l'année 2007 mais bien **dérisoire** au regard de du rapport exportation hors hydrocarbures/importations de biens et services. L'équilibre de la balance commerciale est donc bel et bien menacé à brève échéance tant il est peu probable que la situation s'améliorât (à court et même à moyen) terme en raison des retards pris par la production nationale (hors hydrocarbures), de biens et services de **qualité** parait encore loin de combler les la production les retards accumulés à tous les niveaux, dans la gestion nationale.

Tab. 1 L'indépendance économique hypothéquée

Année 2007	Année 2008
Alimentation + Médicaments : 4,49 Mds \$	7,82 Mds \$
Produits céréaliers et dérivés : 1,98 Mds \$	3,98 Mds \$

Produits laitiers, lait en poudre et produits dérivés :	1,29 Mds \$ soit une hausse de 21,72 % par rapport à l'année 2007
Achats de médicaments : 1,44 Mds \$	1,85 Mds \$ (+ 21, 72 %)

Source : Pr. A. Benachenhou 2008)

Au regard des chiffres actuels (les exportations nationales représentent à peine **2,42%** du total des de exportations de produits algériens vers l'étranger, le pays demeure encore très fragile, malgré la remontée des prix du pétrole au regard des bouleversement que connaît actuellement la scène économique mondiale ! L'urgence d'une stratégie nationale de **rattrapage** pour l'économie nationale est signalée. C'est dans ces chiffres à la limite du ridicule que se situe la crise de notre pays ! Il n'est plus de temps pour polémiquer. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes. Il y a urgence quant à la nécessité de concevoir une stratégie nationale de **sécurisation** alimentaire de base de notre pays et aussi de la construction (et très rapidement), d'une industrie performante de transformation agro - industrielle. La sécurité alimentaire est vitale pour **la sauvegarde de l'indépendance nationale** autant que pour la production **d'emplois nouveaux** et **permanents** pour absorber autant les demandes d'emplois **qualifiés** nécessaires pour relever les défis du siècle et insuffisamment qualifiés au regard des populations non qualifiées rejetées chaque année par le système de l'éducation nationale. Avec les effets de la crise financière et de ses conséquences probables sur l'économie réelle la sécurité de nos approvisionnements en tous genres, semble avoir enfin, été entendu par les autorités publiques pour avoir opéré **le virage idéologique** nécessaire à la construction d'une économie moins dépendante des recommandations de **Breton Wood**, tant il est apparu à tous que lorsqu'il s'agit des questions qui touchent à la sécurité du pays l'Algérie (peuple et dirigeants) est toujours prompte à réagir dans le sens de l'intérêt national. D'autant que des pays parmi les pays les plus dogmatiques se sont vus obligés d'adopter des mesures contraires à leurs convictions idéologiques comme viennent de le faire les néo libéraux pourvu qu'ils puissent rebondir. Pourquoi donc se priver de rebâtir ce qui a été détruit au nom d'un dogme qui aurait été délaissé même par ses zéloteurs ? L'Algérie **démocratique et populaire** a été bâtie sur la solidarité et le principe de partage **équitable**, né de son combat pour sa **liberté** et son **indépendance**. En s'écartant de cette voie à l'appel des « **sirènes néo libérales** » elle a failli perdre son âme. Heureusement que la crise financière américaine en bousculant tout le monde a permis de démontrer qu'en réalité tout le monde pouvait revenir à ses acquis et surtout à ses convictions puisque les donneurs de leçons eux-mêmes n'ont pas hésité à **se dédire** pour sauver ce qui pouvait l'être dans ce « **sauf qui peu planétaire** » qu'a été la révélation de la crise de la haute finance internationale. Le retour au **décloisonnement** des économies **réelles nationales** est le premier et peut être le plus **important** des enseignements que l'on pourrait valablement retenir de cette crise mondiale : le conformisme en économie mène à la ruine de l'économie des uns pour cause des excès des autres.

VIII/ Faut il faire le procès de la mondialisation néo libérale ?

La mondialisation a enrichi les pays riches. C'est une évidence. Mais elle n'a pas enrichi les pays pauvres. C'est l'autre évidence que semble montrer cette étude menée par la BM en 2007 à la veille de la révélation de la crise des « Subprimes ». En effet, les éléments ci-après montrent que qu'elle a profité plus aux pays déjà riches au détriment des pays pauvres. Autant dire, au vu des chiffres ci après, que les promesses néolibérales pour un monde unipolaire prospère pour tous sont en passe de ressembler plutôt au chant des sirènes de la légende **d'Ulysse** et de ses compagnons. Qu'on en juge :

Tab.2 : Indicateurs de développement humain et indicateurs de revenus comparés

Espérance de Vie (Pays Sous développés) : 1960 : 45 ans ; 2007 : 66ans Amélioration : 21 ans	Afrique Subsaharienne (Très touchée par le SIDA) : 1960 : 41 ans ; 2007 :50 ans Amélioration : 09 ans
PIB/habitant (Pays sous développés) : 1960 : 236 \$ /an 2007 : 415 \$ /an	Pays Emergents : Corée du Sud : 1960 : PIB = 13% du PIB des pays développés 2007 : PIB = 50% Chine : 1960 : PIB =1% 2007 : PIB = 6%

Tab.3 : Evolution des indicateurs de niveau de vie de quelques pays

<p>1/ Le niveau de vie d'un brésilien représentait :</p> <p>en : 1960 : 17% en : 2007 : 15%</p> <p>de celui dont dispose un habitant des pays développés.</p> <p>2/ Le niveau de vie d'un mexicain représentait :</p> <p>en 1960 : 30% en 2007 : 27%</p> <p>de celui dont dispose un habitant des pays développés.</p> <p>3/ Le niveau de vie d'un ressortissant du Nigeria</p> <p>en 1960 : 3,5% en 2007 : 1,5%</p> <p>de celui dont dispose un habitant des pays développés.</p> <p>4/ Les échanges commerciaux mondiaux atteignent en moyenne : En 1970 : 20% En 2007 : 51%</p> <p>5/ Le revenu « per capita » des pays développés représente :</p> <p>En 1960 : 30 fois En 2007 : 89 fois celui des pays sous développés.</p> <p>6/ La population urbaine représente :</p> <p>En 1960 : 33% En 2007 : 50% de la population mondiale</p>
--

7/ La population **urbaine** dans les pays sous développés
représente :
En **1960** : 24%
En **2007** : 44 %

Source : Banque Mondiale citée par A. Bouzidi

IX/ Crise économique et refondation de la géoéconomie mondiale:

La mondialisation a produit de la pauvreté pour les uns et de la prospérité pour les autres selon un schéma de fonctionnement du couple **production- commercialisation** toujours à l'avantage des uns, les pays de l'hémisphère Nord et au détriment des pays de l'hémisphère Sud, nonobstant les pays émergents qui sont encore loin d'atteindre le niveau de vie des USA ou de l'UE qui concentrent en leur sein bon an, mal an, l'essentiel du PIB mondial. Autant dire donc d'emblée que la coopération mondiale est **inéquitable**. Comme hier, l'économie mondiale n'avait pas pu s'accommoder du communisme « mondialiste » parce que le communisme avait manifestement perdu **d'avance** la bataille du « bien être de masse » qu'il préconisait à ses ouailles «**forcées** », de même, l'humanité ne semble **plus** vouloir aujourd'hui s'accommoder du néolibéralisme «Reagano-Friedmanien», sans frontières, dès lors que manifestement, le libéralisme débridé a montré, avec la crise actuelle, qu'il avait lui aussi échoué dans la **redéfinition** des voies de la croissance et du bien-être (pour tous), via l'échec aujourd'hui consommé, en direct à la télévision, de **l'American Way of life!** On ne peut plus en effet leurrer quiconque avec les « vertus » d'un libéralisme qui vient de montrer qu'il est plus prédateur que producteur. L'économie néolibérale, parce qu'elle produit de la faillite « cyclique » comme celle que le monde traverse actuellement ne peut plus prétendre à gouverner **l'économie mondialisée** justement parce qu'elle est mondialisée. L'économie mondialisée exige avant tout une **super monnaie** mondialisée et **lestée** par une valeur **sûre** que le **dollar-papier** ne peut plus prétendre assumer aujourd'hui. Le retour à un **étalon** fiable et tangible de la monnaie internationale (à définir) est vital pour l'avenir, afin de rétablir la confiance et la transparence dans le fonctionnement de l'économie mondiale. L'économie mondiale de devrait être basée sur l'échange de **biens et services** et non plus seulement sur des écritures **électroniques** qui permettent aux spéculateurs en tous genres, d'engranger des sommes hors du commun que le monde ne peut et ne devrait plus accepter. Aujourd'hui, nous assistons à quelque chose d'inédit où le **papier monnaie** produit par les rotatives de la réserve fédérale américaine suffit pour s'enrichir sans aucun effort de production de biens et services palpables. Le modèle américain de développement, avec cette crise économique qui a démarré « chez lui » a démontré son inanité. En conséquence, il ne peut plus être un modèle pour « tout » le monde. Pour revenir à une économie d'échanges « mutuellement bénéfiques » comme disent les diplomates, il faut laisser aux nations la liberté d'échanger avec une monnaie **internationale** qui ne profite pas à un seul d'entre tous les pays du monde, fut- il encore le producteur de **25% du PIB** de la planète! Même à l'ère du village planétaire en effet, il faudrait respecter les distances, les différences et les aspirations des uns à défendre leurs intérêts en respectant ceux des autres : les lois du marché étant connues de tous il faut les faire respecter **par tous** et au **bénéfice de tous**. Le commerce bien compris a besoin de moyens de **transports** plus que d'une **organisation** qui empêche certains pays de commercer à leur guise. Je pense bien sûr à **l'OMC** mais je pense aussi à toutes les « Organisations » et autres Union pour la Méditerranée, qui n'ont en réalité, pour seul et unique but que celui de se réserver en exclusivité **l'immense marché** du pourtour méditerranéen tout en offrant à la Turquie « musulmane », un espace de « marché commun » qui la détournerait de sa velléité naturelle pour l'intégration à l'Union Européenne « laïque

(?) ». Il est temps pour l'humanité de se ressaisir avant qu'il ne soit trop tard. Les règles du commerce mutuellement bénéfiques n'ont pas besoin d'être encadrées, au profit des uns et au détriment des autres mais tout simplement d'être clairement définies de telle sorte qu'elles puissent être honnêtement appliquées par tous. D'autres pays économiquement puissants ont aujourd'hui émergés à l'ombre du modèle capitaliste alors même qu'ils n'étaient pas forcément « **pour** » le modèle du **capitalisme**. Ils s'érigent déjà en concurrents capables du meilleur comme du pire pour la stabilité du monde. De nouvelles règles de fonctionnement qui intègrent (franchement) cette aspiration légitime pour tous, à un avenir commun meilleur également pour tous est la première des règles qu'il faudra codifier et faire respecter en droit international. Aucun **droit de veto** dans aucune assemblée **internationale** ne devrait être accordé par quiconque au détriment de quiconque. La justice n'est-elle pas la première vertu de la démocratie bien comprise ? La refondation de la géoéconomie mondiale est déjà entrain de **déplacer le centre de gravité** de la production mondiale et du commerce, des pays de la sphère occidentale vers l'Asie de l'Est où dominant désormais la Chine, la Corée du Sud, l'Inde et bientôt l'Afrique du Sud, la Russie, l'Indonésie et d'autres pays encore qui n'ont plus qu'à s'accorder pour construire ensemble d'autres règles commerciales basées sur une nouvelles règles et surtout nouvelle monnaie internationale, **supra nationale** qui mettra fin aux aléas d'un dollar vieillissant, devenu depuis longtemps **une monnaie de singe** tout juste bonne à faire vivre « son monde des initiés » dans la richesse **virtuelle** (de la sphère boursière). Aussi, ne serait il pas plus sage de revenir à un **étalon** de mesure monétaire qui serait bâti sur le modèle du **Gold Exchange Standard**, l'étalon change-or d'avant 1971, indûment abandonné au profit exclusif des rotatives d'une Banque Fédérale américaine qui n'a plus à l'évidence, les moyens de son leadership. Oui je crois qu'il est temps de passer à une monnaie **supra nationale** lestée par la valeur tangible de **l'or** gérée par une Banque Centrale mondiale également **supra nationale** qui ne serai ni la Banque Mondiale, ni le Fonds Monétaire International, dans un monde **sans** l'OMC, en réalité gardienne, de la suprématie occidentale sur le commerce internationale. La condition d'une monnaie internationale qui ne serait ni la monnaie européenne ni la monnaie américaine est **la condition** devenue incontournable d'un commerce **assaini**, redevenu réellement profitable à **tous**.

Oui Il faut qu'il soit assaini (et vite), de tous les maux qui ont fait jusque là du commerce mondial un marché de dupes. Pas de dumping, pas de trusts pas de lobbying ni d'intimidations, et surtout pas d'humanitaires déguisés! Donner en effet des leçons sur les droits de l'homme dans un accord d'association à vocation commerciale, c'est au mieux de **l'arrogance** et au pire de **l'ingérence** inacceptables par définition, en droit international.

C'est au prix du respect par **tous**, de tous ces principes que le monde de l'économie et du commerce retrouvera un jour ses marques, perdues dans la griserie d'une mondialisation néolibérale et unipolaire qui prouve aujourd'hui qu'elle est en fin de parcours. Elle aura duré tout juste trente ans, le temps du cauchemar théorique de « l'économie de l'offre » qui, comme le communisme, ne devrait plus se reproduire!

MC AINOUCHE

Professeur,

Faculté des Sciences Economiques
et de Gestion, Université de Béjaia

03/07/2009

